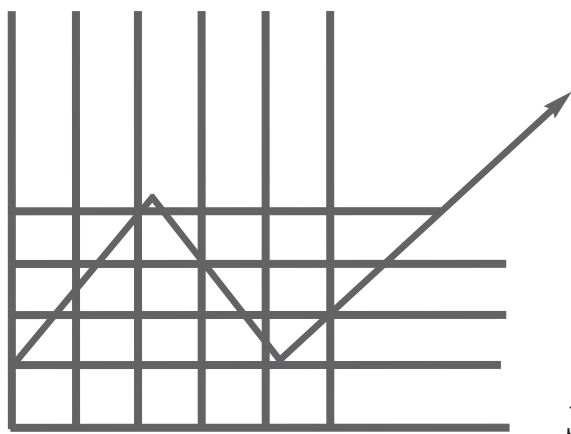




La Lettre de la BOURSE

Journal de l'Economie et des Marchés de Capitaux
Fondé le 18 Février 2003 - Récépissé N° 023/RDJ/C19/BASC

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : **Salomon Douala Epale**

N° 194 du 31 Octobre 2024 - Prix : Cameroun 400 F.cfa – Cemaac 600 F.cfa

MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

Programme de conférence et ateliers de la Cosumaf

Ce sera du 05 au
08 novembre au
Gabon sur le
thème « Règle-
mentation du
marché financier
et le développe-
ment des écono-
mies de la
Cemac. »

P.4



ÉLECTION À LA PRÉSIDENTENCE DE LA BAD

A. Mahamat Tolli **snobé** **par le Cameroun ?**

Selon certains médias locaux, le Cameroun aurait lâché le candidat de la Cemac au profit de son compatriote Albert G. Zeufack, économiste, cadre supérieur de la Banque mondiale. Il officie actuellement comme directeur pays de l'institution financière de Bretton Woods pour l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo et Sao Tomé et Príncipe.

Ce dernier mène une campagne médiatique intense depuis quelques semaines.

P.6



Gabon / Energie



BW Energy acteur clé dans le secteur pétrolier

Dans un contexte mondial où la demande en énergie continue de croître, BW Energy s'affirme comme un acteur clé dans le secteur pétrolier gabonais.

P.7

Développement numérique



Le Tchad mise sur la dorsale transsa- harienne à fibre optique

Pour renforcer son infrastructure numérique, le Tchad investit dans la dorsale transsaharienne à fibre optique, une infrastructure cruciale pour améliorer sa connectivité et réduire sa dépendance aux réseaux d'autres pays.

P.7

Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale



Synthèse du rapport d'activités en 2023

La Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) vient de rendre public son rapport d'activités en 2023. Celui-ci révèle qu'au cours de l'année suscitée, l'institution a bouclé ses activités avec une légère hausse de 4,2% de sa capitalisation boursière. Bien que les titres de certaines entreprises aient stagné, d'autres ont enregistré des hausses notables, suscitant l'intérêt pour des stratégies de diversifications de portefeuilles en Afrique centrale. Au plan managérial, la saison a été pleine de distinctions accordées au Directeur de la Bvmac : Prix de la performance managériale décerné le 6 avril lors des Cemac's Capital Market Awards ; Prix d'excellence managériale 2022 par le Collectif des journalistes d'investigation (CJI), enfin Prix du mérite panafricain 2022-2023 par l'International Committee of Excellence (ICE)

Pp. 3-4

CAMEROUN : DÉPLACÉS INTERNES

Le rapport alarmant de l'INS

Une enquête récente de l'Institut National de la Statistique (INS) délimitée à la région du Centre, dévoile la réalité préoccupante des déplacés internes dans la région du Centre du Cameroun, touchée par la violence de Boko Haram et les tensions sociopolitiques.



L'enquête recense environ 56 050 personnes déplacées internes (PDI), dont 54% sont des femmes. La majorité d'entre elles provient du Nord-Ouest du pays (75%), et environ 6% vivent avec un handicap, soulignant la nécessité d'adapter les interventions humanitaires à leurs besoins spécifiques.

Le rapport met en lumière un taux de non-emploi alarmant, avec 73% des PDI sans travail, un chiffre qui atteint 78% pour les hommes. Parmi ceux qui trouvent un emploi, la plupart évoluent dans le secteur privé non agricole, tandis que les emplois domestiques représentent une seconde option, particulièrement pour les femmes.

Face à cette situation désolante, les déplacés expriment des besoins prioritaires pressants : l'accès à des activités génératrices de revenus (60%), la sécurité alimentaire (16%) et l'éducation pour leurs enfants (10%). Ces éléments indiquent l'urgence d'une réponse efficace et ciblée de la part des autorités et de la communauté humanitaire pour améliorer la vie de ces populations vulnérables.

OPPORTUNITÉS DE FORMATION

Promotion des études françaises au Cameroun

Dans le cadre de la 11^{ème} édition du Salon pour la Promotion des Études Françaises (SAPEF), l'Ambassade de France au Cameroun, en partenariat avec Campus France, a ouvert ses portes aux étudiants camerounais à Yaoundé.

Le salon, qui s'est déroulé du 22 au 23 octobre à Yaoundé et du 25 au 26 octobre à Douala, s'est concentré sur le thème « Professionnalisation et employabilité ».

Lors de la cérémonie d'ouverture, l'ambassadeur de France, Thierry Marchand, a souligné que près de 75 000 jeunes ont déjà bénéficié des salons précédents, avec un objectif d'accueillir cette année 4 200 nouveaux étudiants, soit une



augmentation de 15%. Marchand a également mentionné la réduction des échecs de dossier grâce à une meilleure orientation offerte lors de ces événements.

Les responsables d'universités françaises

et camerounaises, Hugues Kenfack de l'Université Toulouse Capitole et Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement Supérieur, ont mis en lumière l'importance de l'employabilité pour ces futurs diplômés, tant en France qu'au Cameroun.

Le SAPEF se distingue par une riche programmation d'expositions, de conférences et d'ateliers sur les procédures d'inscription à Campus France, offrant aux étudiants et aux établissements des opportunités de networking pour le développement de nouveaux partenariats. Ce salon représente un véritable pont pour renforcer les échanges éducatifs entre la France et le Cameroun.

DISTRIBUTION CHINOISE EN AFRIQUE CENTRALE

FAW Trucks dans le portefeuille de Tractafric Motors Cameroun

Douala, le 22 octobre 2024 – Tractafric Motors Cameroun a officialisé le lancement de sa nouvelle collaboration avec FAW Trucks, le premier constructeur de véhicules utilitaires en Chine, lors d'une cérémonie marquant une étape significative pour l'entreprise.



En 2023, Tractafric Motors a vendu 2 211 véhicules industriels et 4 480 véhicules particuliers en Afrique Centrale et de l'Ouest, consolidant ainsi sa position sur le marché.

Zouhir Rhazi, Directeur général de Tractafric Motors Cameroun, a déclaré que

cette alliance permettra à l'entreprise de proposer à sa clientèle des solutions de transport plus performantes, adaptées aux conditions locales. Les nouveaux camions FAW, à destination du marché camerounais et sous-régional, sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques du secteur logistique

et du transport de matériaux lourds.

Avec un réseau de plus de 45 points de vente présents dans 21 pays en Afrique, Tractafric Motors continue de renforcer sa présence et d'offrir des véhicules adaptés aux réalités du marché local, alliant innovation et adaptabilité.

DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Nécessité de réformer le système fiscal

Pour renforcer sa prospérité d'ici 2030, l'Afrique doit instaurer un système fiscal plus juste, selon la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Le récent rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) publié le mercredi 18 septembre 2024, explique qu'un système fiscal plus équitable est essentiel pour favoriser une prospérité durable sur le continent africain.

Actuellement, les recettes fiscales des pays africains représentent en moyenne 17 % du PIB, un niveau insuffisant pour financer des services publics vitaux (éducation, santé, infrastructures) ou pour répondre aux crises internationales. La Commission Economique pour l'Afrique (Cea) propose d'élargir l'assiette fiscale, notamment en intégrant progressivement le secteur informel, qui représente une part majeure de l'économie mais échappe aux impôts. La modernisation des administrations fiscales permettrait également de



mobiliser davantage de ressources.

Un autre enjeu est la lutte contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale, qui coûtent à l'Afrique entre 60 et 75 milliards de dollars par an, notamment à travers des pratiques frauduleuses dans les échanges commerciaux. Des contrôles plus stricts dans les secteurs de l'extraction des ressources naturelles et de l'industrie pourraient réduire ces pertes. En outre, la CEA préconise des réformes pour des systèmes fiscaux plus progressifs, en taxant davantage les revenus élevés afin de réduire les iné-

galités et de financer des programmes sociaux.

À l'échelle internationale, la CEA et des organisations comme Tax Justice Network soulignent la nécessité d'un système fiscal mondial plus équitable, car les juridictions opaques favorisent l'évasion fiscale dans des secteurs clés de l'économie africaine. Cette mobilisation fiscale est cruciale, car les États africains disposent de peu de ressources et d'un accès restreint aux marchés financiers internationaux pour répondre aux besoins croissants de leur population en matière de services publics essentiels.

CAMEROUN, ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Un budget d'impulsion pour soutenir la croissance et le développement inclusif

La circulaire présidentielle pour le budget de l'Etat du Cameroun en 2025 expose une vision d'impulsion économique axée sur l'amélioration des infrastructures, le soutien à l'industrie, et la décentralisation.

Dans un contexte international tendu, avec une croissance mondiale modérée et des tensions inflationnistes persistantes, l'État camerounais prévoit un taux de croissance de 4,4 %, soutenu par des investissements ciblés et une gestion rigoureuse des finances publiques. Les priorités incluent l'augmentation de l'offre énergétique, le désenclavement des bassins de production, le renforcement des services de santé et le soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Axes économiques et sociaux pour 2025

Le budget s'articule autour de plusieurs objectifs majeurs : la transformation industrielle, le développement durable et l'inclusion sociale. Des initiatives telles que le développement de l'industrie pharmaceutique, la promotion du patriotisme économique, et la poursuite de la modernisation des infrastructures



sont mises en avant. De plus, le gouvernement s'engage dans la lutte contre l'évasion fiscale, l'optimisation des recettes non pétrolières et la rationalisation des dépenses pour contenir le déficit budgétaire à 0,3 % du PIB.

Le renforcement de la décentralisation et des infrastructures

Pour répondre aux besoins des régions, une enveloppe budgétaire importante sera dédiée aux collectivités territoriales. L'accent est mis sur les infrastructures scolaires et hospitalières, l'approvisionnement en eau potable, et la promotion de projets de développement locaux. L'amélioration de la gouvernance

et l'intégration de politiques favorisant la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques sont également au cœur des orientations budgétaires pour 2025.

Vers une croissance résiliente et durable

La stratégie budgétaire camerounaise pour 2025 vise à créer un environnement économique plus résilient, avec des investissements soutenant l'emploi, l'industrie et le bien-être social. Ce budget d'impulsion reflète l'ambition du Cameroun de bâtir une économie durable et diversifiée, tout en s'alignant sur les objectifs de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030.

BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES DE L'AFRIQUE CENTRALE

Synthèse du rapport d'activités en 2023

La Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) vient de rendre public son rapport d'activités en 2023. Celui-ci révèle qu'au cours de l'année suscitée, l'institution a bouclé ses activités avec une légère hausse de 4,2% de sa capitalisation boursière. Bien que les titres de certaines entreprises aient stagné, d'autres ont enregistré des hausses notables, suscitant l'intérêt pour des stratégies de diversifications de portefeuilles en

Afrique centrale. Au plan managérial, la saison a été pleine de distinctions accordées au Directeur de la Bvmac : Prix de la performance managériale décerné le 6 avril lors des Cemac's Capital Market Awards ; Prix d'excellence managériale 2022 par le Collectif des journalistes d'investigation (CJI), enfin Prix du mérite panafricain 2022-2023 par l'International Committee of Excellence (ICE)

La Bvmac atteint plus de 66 milliards FCFA de capitalisation boursière

Au cours de l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2023, l'institution a mené ses activités dans un contexte économique international et régional récessif, pénalisé par une inflation persistante et des tensions géopolitiques à l'échelle planétaire.

La Bourse des Valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) a bouclé l'année 2023 avec une légère hausse de 4,2 % de sa capitalisation boursière, atteignant 66,447 milliards de FCFA. Ce progrès a été soutenu principalement par l'introduction en bourse de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré). Celle-ci a eu lieu le 26 janvier 2023 avec une capitalisation boursière initiale flottante et globale respectivement de 5 milliards FCFA (250 000 titres) et 25 milliards FCFA (1 250 000 titres). Cette admission a fait progresser la capitalisation boursière globale du marché des actions de 4% à la clôture de la séance comparé à la hausse de 24% réalisée par l'admission de Bange en 2022.

Il ya aussi, la hausse de certaines actions comme celles de Socapalm et Safacam. Si cette dernière a



montré une certaine résilience dans un contexte de hausse des coûts de production, Socapalm quant à elle, a vu une augmentation de son bénéfice net de 15,6 % pour le premier semestre 2023, atteignant 13,7 milliards de FCFA, malgré une baisse de 12 % de sa production d'huile de palme brute. Cependant, le marché obligataire a connu une croissance bien plus marquée, avec une augmentation de 50 %, due à une demande accrue des États membres

de la Cemac pour financer leurs projets.

2023 a également marqué un tournant financier pour la BVMAC, qui a enregistré son premier bénéfice net depuis la fusion des bourses de la Cemac en 2019. Avec un profit de 8,588 millions de FCFA, cette réussite résulte d'un redressement de la gestion financière et d'une augmentation de capital. L'institution boursière s'est aussi engagée dans des réformes visant à élargir l'accès

au marché boursier, notamment en introduisant un nouvel indice boursier, le BVMAC ASI, et en facilitant la participation des petits investisseurs grâce au fractionnement des actions.

Toujours au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2023 l'institution a mené ses activités dans un contexte économique international et régional récessif, pénalisé par une inflation persistante et des tensions géopolitiques à l'échelle planétaire. Ce qui a largement perturbé la dynamique de croissance de l'économie mondiale et régionale. À l'échelle de la Cemac, le Produit intérieur brut réel a reculé à 2,2% en 2023 venant de 2,9% à fin 2022 à cause principalement de la baisse de l'activité pétrolière et de la confluence de chocs externes selon la BEAC.

L'inflation est demeurée en effet à des niveaux élevés : environ 7% à l'échelle mondiale en 2023, contre 8,7% en 2022, et 5,6% en zone Cemac, stable par rapport à son niveau moyen annuel de 2022. La croissance quant à elle a ralenti au taux de 3,1% à l'échelle mondiale selon les dernières estimations du FMI, venant de 3,5% en 2022.

Les marchés boursiers internationaux sont restés résilients aux politiques monétaires des banques centrales tout au long de l'année 2023. C'est ainsi que sur le continent africain, ils ont affiché des performances exceptionnelles avec des rebonds des Indices au-dessus des 50% (notamment en Egypte et au Nigéria), grâce aux bons résultats des entreprises cotées.

Côté reconnaissance managériale, la saison a été pleine de distinctions offertes au directeur de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale : remise du prix de la performance managériale au Directeur Général de la BVMAC le 6 avril 2023 lors des « CEMAC's Capital Market Awards » organisée à Bonanjo, Douala - Cameroun par la Lettre SARL ; Remise du Prix de l'Excellence managériale 2022 au Directeur Général de la BVMAC par le Collectif des Journalistes d'Investigation (CJI) le 2 juin 2023 ; Remise du Prix du Mérite Panafricain 2022/2023, 2e distinction, au Directeur Général de la BVMAC par International Committee of Excellence (ICE) le 3 octobre 2023..

CB

COMPARTIMENT DES ACTIONS DE LA BVMAC

Performances des valeurs

L'année 2023 à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) a révélé des performances variées, offrant aux investisseurs un aperçu des opportunités et des défis dans cette région émergente.

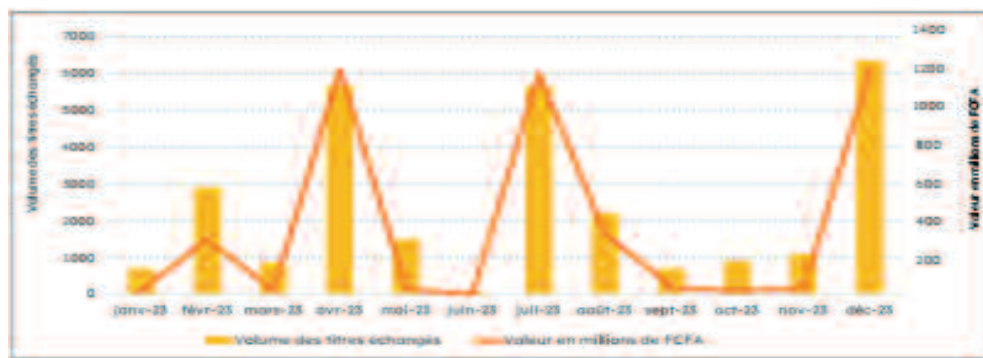
Bien que les titres de certaines entreprises aient stagné, d'autres ont enregistré des hausses notables, suscitant l'intérêt pour des stratégies de diversification de portefeuille en Afrique centrale.

SEMC : Une stabilité marquée par la faible liquidité

La Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC) a vu son titre rester globalement stable, passant de 47 000 FCFA en début d'année à 45 950 FCFA en fin d'exercice, représentant une baisse de 2,23 %. Avec un ratio de liquidité de 0,14 %, bien inférieur au niveau de 1,12 % enregistré en 2022, l'action de la SEMC reflète la faiblesse des échanges et un marché peu actif. La SEMC s'inscrit donc davantage dans une optique de stabilité que de rendement rapide, offrant un potentiel d'investissement modéré aux porteurs de titres.

SAFACAM : Une hausse solide malgré un faible volume d'échanges

Les actions de la Société Africaine Fo-



Evolution des échanges sur le marché actions en 2023

restière et Agricole du Cameroun (SAFACAM) ont démontré une performance positive avec une hausse annuelle de 8,2 %, clôturant à 26 500 FCFA. Toutefois, une diminution de l'animation des titres a été constatée, avec seulement 20 séances d'échanges sur 160, un recul comparé aux 35 séances en 2022. Ce comportement semble confirmer une stratégie de buy and hold parmi les investisseurs, privilégiant la rétention de titres sur le long terme.

SOCAPALM : Un atout croissant pour le secteur Agro-industriel

La Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM) s'est démarquée avec une appréciation notable de son cours, atteignant un maximum annuel de 54 000 FCFA.

L'attractivité de ce titre a stimulé une augmentation de 95 % en volume, 139 % en valeur, et 66 % en nombre de transactions par rapport à 2022. SOCAPALM, avec son ratio de liquidité en légère progression à 0,69 %, continue d'attirer les investisseurs intéressés par des valeurs du secteur agro-industriel en croissance.

LA RÉGIONALE BANK : Une croissance continue et solide

LA RÉGIONALE BANK s'impose comme un acteur stable avec une croissance annuelle de la liquidité à 1,81 %. Le titre a maintenu une constance autour de 42 500 FCFA, confirmant l'intérêt soutenu des investisseurs et les bonnes perspectives de développement du secteur bancaire régional.

Cette progression constante témoigne d'une confiance accrue dans l'établissement et dans le marché bancaire de la région.

BANGE : La meilleure liquidité du marché en 2023

Le titre de la Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE) a attiré l'attention avec une liquidité de 34,04 %, la plus élevée de la BVMAC en 2023. Avec une légère hausse de 0,2 %, le cours est resté stable autour de 207 110 FCFA, soutenu par une demande constante. Ce dynamisme fait de BANGE une valeur de choix pour les investisseurs en quête de liquidité et de rendement.

Vers un portefeuille diversifié et adapté

Les performances des titres cotés à la BVMAC en 2023 révèlent des dynamiques variées. Les investisseurs, qu'ils soient à la recherche de stabilité, de liquidité ou de potentiel de croissance, peuvent trouver des options adaptées à leur profil. Alors que le marché financier de l'Afrique centrale évolue, les investisseurs doivent se positionner stratégiquement pour profiter des opportunités tout en tenant compte des particularités du marché.

CB

DYNAMISME ET PERSPECTIVES DE LA BVMAC

Une année de croissance et d'innovation pour la Bourse de l'Afrique Centrale

La BVMAC renforce sa position malgré les défis économiques, avec des indicateurs de performance en hausse et de nouvelles initiatives pour attirer les investisseurs.

Évolution de la capitalisation et des cotations

La BVMAC a franchi de nouvelles étapes en 2023, marquée par des variations significatives de la capitalisation et une hausse notable des valeurs cotées. Avec cinq nouvelles entreprises inscrites en bourse, dont SCG-Ré avec une capitalisation de 25 milliards FCFA, la BVMAC a démontré sa capacité à attirer les acteurs majeurs de la région. Cependant, la radiation de SIAT Gabon a souligné les défis de la stabilisation du marché, entraînant une baisse de la capitalisation globale.

Volume des transactions : Des records historiques

La BVMAC a enregistré une croissance de 91 % dans le volume des transactions sur le compartiment actions, atteignant un chiffre d'affaires de 4 milliards FCFA. L'action de la BANGE a dominé les échanges, représentant 60 % du volume total.

Cette hausse traduit une meilleure liquidité et un attrait croissant pour les actions de la région.

Diversification du marché Obligataire

Le compartiment obligataire a également connu une année exceptionnelle avec l'introduction de sept nouvelles lignes. Les obligations souveraines des États membres, particulièrement du Gabon, Cameroun, et Tchad, ont fortement contribué à cette dynamique, soutenues par la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC). La valeur transigée a bondi de 136,1 %, traduisant une diversification des instruments financiers proposés.

Lancements et innovations : Le BVMAC All Share Index

Pour la première fois, la BVMAC a introduit le « BVMAC All Share Index », premier indice boursier de la région, avec une cotation quotidienne visant à augmenter la transparence et la visibilité des valeurs cotées. Ce développement facilite l'analyse des tendances pour les investisseurs, améliorant ainsi la confiance dans le marché régional.

Perspectives et initiatives de formation

Pour soutenir cette croissance et promouvoir la culture financière dans la région, la BVMAC a multiplié les initiatives de formation et de sensibilisation. Les journées portes ouvertes et séminaires organisés visent à attirer un public plus large, avec un accent sur l'éducation financière. Les prix d'excellence décernés à la BVMAC cette année témoignent de sa vision axée sur l'innovation et la durabilité.

Perspectives pour 2024

La BVMAC clôture 2023 sur une note positive, malgré des défis économiques régionaux et mondiaux. Avec un marché plus dynamique, de nouvelles cotations et une orientation vers la diversification des produits, la BVMAC se positionne comme un acteur clé du développement économique de l'Afrique Centrale. Les perspectives pour 2024 s'annoncent prometteuses, notamment avec l'extension des réformes et des initiatives éducatives, renforçant ainsi l'attractivité du marché financier pour les investisseurs locaux et internationaux.

CB

MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

La Commission de Surveillance du Marché financier de l'Afrique Centrale au côté de la Banque mondiale et Finance for development organise une conférence publique et ateliers du 05 au 08 novembre à Libreville (Gabon) sur le thème « Réglementation du marché financier et le développement des économies de la Cemac. »
Ci-dessous le programme de la Conférence publique qui aura lieu le 05 novembre 2025.



CONFÉRENCE ET ATELIERS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS DE LA CEMAC

THÈME : LA RÉGLEMENTATION DU MARCHÉ FINANCIER ET LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES DE LA CEMAC :

Modernisation du cadre réglementaire du marché financier régional

Hotel Radisson Blu, Libreville, du 5 au 8 novembre 2024

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE PUBLIQUE

JOUR	HORAIRES	ACTIVITÉS	OBSERVATIONS
5 novembre 2024	8H30 - 9H00	Accueil et enregistrement des participants	Intervenants : COSUMAF, Banque Mondiale
	9H00 - 9H30	PAUSE CAFE	
	9H30 - 10H00	o Cérémonie d'ouverture (5 mins) o Mot de bienvenu et propos introductifs de la COSUMAF (10 mins) o Mot de la Banque mondiale (10 mins) o Photo de famille (5 mins)	Intervenants : Président COSUMAF Rep. Resp. Banque mondiale
	10h05 - 10H30	o Vision sur la construction et le développement du Marché Financier de l'Afrique Centrale	o Monsieur EDJANGUE Théodore, Ancien Président de la CMF o Monsieur Rafaël TUNG NSUE, Ancien Président de la COSUMAF o Monsieur Jean Claude NGBWA, Ancien Président de la CMF o Monsieur NAGOUAM YAMASSOUM, Ancien Président de la COSUMAF
	10H35 - 11H40	o Présentation sur les nouveautés de la réglementation CEMAC à la lumière des pratiques sur d'autres juridictions PP) Première partie (Gestion Collective, APE, PP) o Séance de questions - réponses	Intervenants : Gaetan Parchliniak, Banque mondiale
	11H45 - 12H15	o Présentation sur l'agrément et le contrôle des OPCVM o Questions - réponses	Intervenants : Daniel KEUFFI, COSUMAF COSUMAF
	12H20 - 12H55	o Présentation sur Les opérations de marché o Questions - réponses	Didier LOUKAKOU, COSUMAF
	13H00 - 14H00	PAUSE DE JEUNER	
	14H00 - 15H30	o Présentation sur les nouveautés de la réglementation CEMAC à la lumière des pratiques sur d'autres juridictions Deuxième partie (LCB/FT, les intermédiaires de marché, les organismes centraux, les autres instruments et produits) o Questions - réponses	Intervenants : Gaetan Parchliniak, Banque mondiale
	15H30 - 16H00	o Présentation sur le dispositif de contrôle des acteurs o Questions - réponses	Intervenants : P.Y. Aubert, HORUS/COSUMAF
	16H05 - 16H35	o Présentation sur le dispositif de LBC/FT o Questions - réponses	Intervenant : NDIAYE Abdelkader, HORUS/COSUMAF
	16H40 - 17H10	o Présentation sur le dispositif de sanctions o Questions - réponses	Simplot KWENDA, HORUS/COSUMAF
	17H15	Discours de clôture	Intervenants : Président COSUMAF

CEMAC : 82,9 MILLIARDS DE BUDGET POUR LE PARLEMENT COMMUNAUTAIRE

Le montant a été dévoilé à Malabo durant la deuxième session ordinaire de cette instance

Le Mardi, 28 Octobre 2024 marque l'ouverture de la session ordinaire du Parlement communautaire de la CEMAC. Les travaux se déroulent à l'hémicycle de son siège à Malabo.

Présidée par l'honorable Hilari Eton, Vice-Président du Parlement, cette session est entièrement consacrée à l'examen et à l'adoption du projet de budget de la Communauté pour l'exercice 2025. L'unique point à l'ordre du jour de cette session est le projet de budget de la Communauté.

Comme le veut les usages en la matière, un responsable de la commission Cemac doit présenter le travail en plénière avant le débat de fond. Charles ASSAMBA ONGODO, Vice-Président de la Commission l'a donc fait. De son exposé on apprendra que « les prévisions budgétaires inscrites dans le projet de budget de la Communauté pour l'exercice 2025 sont arrêtées en équilibre en ressources et en emplois à la somme de 82 981 074 871 FCFA (Quatre-vingt-deux milliards neuf cent quatre-vingt-un millions soixante-quatorze mille huit cent soixante et onze), contre 90 584 287 669 FCFA en 2024, représentant une nette baisse de 7 603 212 798



FCFA, soit 8,39% par rapport à l'exercice 2024.

Cette nette diminution résulte principalement : du strict respect par les institutions des orientations et directives contenues dans la lettre de cadrage budgétaire visant à la maîtrise des coûts et la limitation des prévisions de dépenses à leur niveau de l'exercice précédent ;

- d'un meilleur calibrage des actions prévues dans le projet de budget des institutions de manière à prioriser les actions à fort impact communautaire ;
- d'une prévision réaliste du niveau de recouvrement de la Taxe Com-

munautaire d'Intégration (TCI) en dépit de la généralisation en 2025 du déploiement dans tous les États des outils et instruments de mobilisation de ladite taxe ;

- d'une prévision plus réaliste du niveau de mobilisation des financements extérieurs attendus plus faible qu'en 2024 ;
- de la maîtrise des charges de fonctionnement, notamment les dépenses du personnel avec des prévisions de recrutement optimisées ;
- de la non-inscription de la dette dans les charges de la Communauté, celle-ci devant faire l'objet d'un audit dans le cadre du plan de trans-

formation, en vue de proposer un plan d'apurement global. »

Fortement tributaire de l'évolution de la conjoncture économique internationale, notamment de la demande et des cours mondiaux des principales matières premières qu'elle exporte, l'environnement économique en zone CEMAC a du mal à se stabiliser. Le contexte sociopolitique de la sous-région ne facilite pas les choses. Entre crises, inondations et autres secousses sécuritaires, la planification prend un coup. D'où la prudence et l'optimisme du parlement communautaire CEMAC. « S'agissant des perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour 2024 et 2025, il est prévu pour l'année 2024 une accélération des activités économiques, soutenue essentiellement par le dynamisme des activités non pétrolières. Sur cette base, selon le rapport de la surveillance multilatérale 2022, 2023 et perspectives 2024 et 2025 du mois d'août 2024, la croissance de la CEMAC devrait s'accroître à 2,5 % en 2024, contre 2,4 % en 2023. A moyen terme, malgré le contexte des guerres Russie-Ukraine et au Moyen-Orient, l'activité devrait faire preuve de résilience dans la CEMAC, soutenue toujours par le secteur non pétrolier et l'accélération

des réformes structurelles. Ainsi, la croissance de l'activité économique serait renforcée, avec une progression de 2,6 % en 2025 à 3,0 % en 2026 et 3,7% en 2027. » va déclarer Charles ASSAMBA ONGODO.

Il est important de relever la forte dépendance de l'institution à la taxe communautaire d'intégration (TCI). D'après la note de présentation du Projet de Budget de 2025 on note que les ressources de financement viendront de : 51 milliards de la TCI, 7 milliards des activités propres, 15 milliards de financements extérieurs et 8 milliards du Fonds de développement de la CEMAC (FO-DEC). Encore une fois la (TCI) se taille la part du lion.

En attendant de trouver d'autres voies de financement, les parlementaires de la Cemac ont à cœur durant cette période de définir les orientations prioritaires de la communauté. Les prochaines semaines s'annoncent très houleuses dans la capitale équato-guinéenne. Très sollicités en ce moment les membres de la commission des finances, vont examiner en détail les différentes composantes du projet de budget. La clôture de cette session est prévue le mardi 12 novembre 2024.

Thierry EDJEGUE

BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE L'AFRIQUE CENTRALE

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 2127 DU 30/10/2024

OPCVM : FONDS COMMUN DE PLACEMENT ET SOCIETE

D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Société de gestion	Dépositaire	OPCVM	Catégorie	Valeur liquidative							
				Origine	Précédente		Actuelle		Variation		
					Valeur	Date	Valeur	Date	Origine	Préc.	
									Date	%	%
Quotidiennes											
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP AB AVENIR	D	1 000	1 139,12	21/10/2024	1 139,74	21/10/2024	21/09/2023	13,97%	0,05%
EDC ASSET MANAGEMENT CEMAC	ECOBANK CAMEROUN	FCP ECOBANK MONETAIRE CEMAC	M	1 000	1 070,94	28/10/2024	1 071,08	29/10/2024	07/03/2023	7,11%	0,01%
Hebdomadaires											
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	UBA BANK CAMEROUN	FCP AB CASH	M	10 000	11 633,58	21/10/2024	11 644,53	25/10/2024	19/08/2021	16,45%	0,09%
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	UBA BANK CAMEROUN	FCP AB INVEST	O	10 000	11 773,99	21/10/2024	11 784,74	25/10/2024	19/08/2021	17,85%	0,09%
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP PERFORMANCE	O	10 000	11 028,80	21/10/2024	11 039,54	25/10/2024	11/08/2022	10,40%	0,10%
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP CAP OBLIGATIONS	O	10000	11 369,93	21/10/2024	11 380,16	25/10/2024	25/03/2022	13,80%	0,09%
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP AB DIVERSIFIE	D	10000	10 583,71	21/10/2024	10 594,19	25/10/2024	18/09/2023	5,94%	0,10%
ASCA ASSET MANAGEMENT	ASCA	FCP ASCA LIQUIDITES	M	10000	13 694,54	18/10/2024	13 703,57	25/10/2024	03/02/2017	37,04%	0,07%
ASCA ASSET MANAGEMENT	ASCA	FCP ASCA PATRIMOINE	O	10000	14 674,88	18/10/2024	14 710,51	25/10/2024	03/02/2017	47,11%	0,24%
ASCA ASSET MANAGEMENT	CREDIT DU CONGO	FCP ASCA HORIZON	O	10 000	13 756,82	18/10/2024	13 763,71	25/10/2024	11/05/2018	37,64%	0,05%
ASCA ASSET MANAGEMENT	ASCA	FCP CRBC PROSPERITE	O	10 000	12 539,60	18/10/2024	12 551,98	25/10/2024	26/06/2020	25,52%	0,10%
ASCA ASSET MANAGEMENT	CREDIT DU CONGO	FCP Wafa ASSURANCE CEMAC	O	10 000	11 063,09	18/10/2024	11 073,28	25/10/2024	26/11/2021	10,73%	0,09%
CORRIDOR ASSET MANAGEMENT	LCB BANK	FCP CORRIDOR RENDEMENT	D	7 723	9 788,38	18/10/2024	9 797,63	25/10/2024	27/12/2019	26,86%	0,09%
EDC ASSET MANAGEMENT CEMAC	ECOBANK CAMEROUN	FCP ECOBANK OBLIGATAIRE CEMAC	M	10 000	13 188,53	16/10/2024	13 203,36	23/10/2024	21/07/2020	32,03%	0,11%
ELITE CAPITAL ASSET MANAGEMENT S.A.	Afriland First Bank	FCP ELITE CAPITAL INVEST	O	10 000	11 521,24	18/10/2024	11 534,05	25/10/2024	12/08/2022	15,34%	0,11%
ELITE CAPITAL ASSET MANAGEMENT S.A.	Afriland First Bank	FCP ELITE CAPITAL RECORD	D	10 000	11 589,57	18/10/2024	11 601,56	25/10/2024	12/08/2022	16,02%	0,10%
ELITE CAPITAL ASSET MANAGEMENT S.A.	CCA - Bank	FCP CCA PERFORMANCE	O	10 000	11 545,76	18/10/2024	11 556,16	25/10/2024	20/01/2023	15,56%	0,09%
ENKO CAPITAL CENTRAL AFRICA	UBA CAMEROUN	FCP ENKO CAPITAL PALMARES	O	10 000	11 445,99	17/10/2024	11 462,58	24/10/2024	20/12/2022	14,63%	0,14%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS CONFORT	O	10 000	11 443,00	08/10/2024	11 454,00	15/10/2024	19/07/2022	14,54%	0,10%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS TRESO PRIVILEGE	M	10 000	11 306,00	08/10/2024	11 319,00	15/10/2024	19/07/2022	13,19%	0,11%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS PROMO PME	M	10 000	11 175,00	08/10/2024	11 190,00	15/10/2024	19/07/2022	11,90%	0,13%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP ATLANTIQUE PERFORMANCE	O	10 000	13 815,69	18/10/2024	13 826,48	25/10/2024	21/12/2018	38,26%	0,08%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST LIQUIDITES	M	10 000	11 667,36	18/10/2024	11 677,58	25/10/2024	17/09/2021	16,78%	0,09%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP EVEREST FINANCE RENDEMENT	O	100 000	117 653,92	18/10/2024	117 748,34	25/10/2024	05/04/2021	17,75%	0,08%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST ACTIONS CEMAC	A	100 000	116 341,55	11/10/2024	116 583,82	25/10/2024	06/08/2021	16,58%	0,21%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	ECOBANK CAMEROUN	FCP HARVEST TRESORERIE	M	10 000	12 839,87	18/10/2024	12 851,29	25/10/2024	11/10/2019	28,51%	0,09%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP BGFIBank ATLAS	O	100 000	110 850,02	18/10/2024	110 948,46	25/10/2024	18/11/2022	10,95%	0,09%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP CRBC LONGEVITE	O	1 000 000	1 118 022,08	21/10/2024	1 119 112,36	28/10/2024	06/02/2023	11,91%	0,10%
L'ARCHER CAPITAL ASSET MANAGEMENT	UBA CAMEROUN	FCP L'ACM KIMIA	M	10 000	10 893,00	20/09/2024	10 901,00	27/09/2024	28/10/2022	9,01%	0,07%
L'ARCHER CAPITAL ASSET MANAGEMENT	UBA CAMEROUN	FCP L'ACM PERFORMANCE	O	10 000	11 965,00	20/09/2024	12 048,00	27/09/2024	28/10/2022	20,48%	0,69%
L'ARCHER CAPITAL ASSET MANAGEMENT	UBA CAMEROUN	FCP RAPEC	O	10 000	11 148,00	20/09/2024	11 162,00	27/09/2024	11/11/2022	11,62%	0,13%
MAKEDA ASSET MANAGEMENT	UBA CAMEROUN	FCP MAKEDA HORIZON	O	10 000	10 811,69	18/10/2024	10 823,91	25/10/2024	11/05/2023	8,24%	0,11%
SOCIETE GENERALE CAPITAL ASSET MANAGEMENT CENTRAL AFRICA	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	FCP SOGEFIRST	O	10 000	10 487,00	17/10/2024	10 500,00	24/10/2024	18/01/2024	5,00%	0,12%
Mensuelles											
AFRICA BRIGHT ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ABD KOMO	A	10 000	10 036,46	14/10/2024	10 036,46	25/10/2024	11/08/2022	0,36%	0,00%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS CONFORT	O	10 000	11 389,00	10/09/2024	11 454,00	15/10/2024	19/07/2022	14,54%	0,57%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS TRESO PRIVILEGE	M	10 000	11 254,00	10/09/2024	11 319,00	15/10/2024	19/07/2022	13,19%	0,58%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS PROMO PME	M	10 000	11 135,00	10/09/2024	11 190,00	15/10/2024	19/07/2022	11,90%	0,49%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP ATLANTIQUE PERFORMANCE	O	10 000	13 772,08	20/09/2024	13 826,48	25/10/2024	21/12/2018	38,26%	0,40%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST LIQUIDITES	M	10 000	11 626,61	20/09/2024	11 677,58	25/10/2024	17/09/2021	16,78%	0,44%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP EVEREST FINANCE RENDEMENT	O	100 000	117 276,13	20/09/2024	117 748,34	25/10/2024	05/04/2021	17,75%	0,40%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST ACTIONS CEMAC	A	100 000	115 963,84	13/09/2024	116 583,82	25/10/2024	06/08/2021	16,58%	0,53%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	ECOBANK CAMEROUN	FCP HARVEST TRESORERIE	M	10 000	12 794,30	20/09/2024	12 851,29	25/10/2024	11/10/2019	28,51%	0,45%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP BGFIBank ATLAS	O	100 000	110 456,07	20/09/2024	110 948,46	25/10/2024	18/11/2022	10,95%	0,45%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP CRBC LONGEVITE	O	1 000 000	1 113 661,68	23/09/2024	1 119 112,36	28/10/2024	06/02/2023	11,91%	0,49%
Trimestrielles											
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS CONFORT	O	10 000	11 278,00	09/07/2024	11 454,00	15/10/2024	19/07/2022	14,54%	1,56%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS TRESO PRIVILEGE	M	10 000	11 140,00	09/07/2024	11 319,00	15/10/2024	19/07/2022	13,19%	1,61%
ESS ASSET MANAGEMENT	ORABANK GABON	FCP ESS PROMO PME	M	10 000	11 046,00	09/07/2024	11 190,00	15/10/2024	19/07/2022	11,90%	1,30%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP ATLANTIQUE PERFORMANCE	O	10 000	13 671,37	26/07/2024	13 826,48	25/10/2024	21/12/2018	38,26%	1,13%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST LIQUIDITES	M	10 000	11 541,54	26/07/2024	11 677,58	25/10/2024	17/09/2021	16,78%	1,18%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP EVEREST FINANCE RENDEMENT	O	100 000	116 516,42	26/07/2024	117 748,34	25/10/2024	05/04/2021	17,75%	1,06%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP HARVEST ACTIONS CEMAC	A	100 000	115 192,22	19/07/2024	116 583,82	25/10/2024	06/08/2021	16,58%	1,21%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	ECOBANK CAMEROUN	FCP HARVEST TRESORERIE	M	10 000	12 703,72	26/07/2024	12 851,29	25/10/2024	11/10/2019	28,51%	1,16%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BGFIBANK CAMEROUN	FCP BGFIBank ATLAS	O	100 000	109 448,37	26/07/2024	110 948,46	25/10/2024	18/11/2022	10,95%	1,37%
HARVEST ASSET MANAGEMENT	BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN	FCP CRBC LONGEVITE	O	1 000 000	1 103 490,32	22/07/2024	1 119 112,36	28/10/2024	06/02/2023	11,91%	1,42%

ÉLECTION À LA PRÉSIDENTENCE DE LA BAD

Le Cameroun accusé de bafouer le candidat de l'Afrique centrale

L'Afrique centrale à l'unanimité a porté son dévolu sur le Tchadien Abbas Mahamat Tolli pour la succession à la présidence du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui aura lieu en mai 2025. Mais les tractations souterraines dans les régions font apparaître l'implication du Cameroun dans des manœuvres de déstabilisation de la candidature de l'ancien gouverneur de la BEAC.

Fort de son bilan élogieux comme gouverneur de la BEAC où il avait réalisé notamment un bénéfice record de plus de 310 milliards de FCFA en 2023, la candidature du Tchadien Abbas Mahamat Tolli à la succession du nigérian Akinwumi Ayodeji Adesina dont le mandat expire en 2025, avait été présentée par le Président de la République du Tchad Mahamat Idriss Deby Itno à tous les chefs d'Etat de l'Afrique centrale. D'abord, à la CEMAC, lors de la session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat convoquée par visioconférence le 09 février 2024. Rebelote le 09 mars 2024, au niveau de la CEEAC où les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Sipopo, en Guinée Equatoriale ont décidé de soutenir la candidature de Abbas Mahamat Tolli pour prendre les rênes du groupe de la BAD. Cette candidature a été retenue sans réserve par tous les leaders de la région.



Curieusement, le Cameroun qui avait été représenté par des dirigeants de haut niveau à ces réunions régionales, Ferdinand Ngoh Ngoh, ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence la République à la CEMAC et Lejeune Mbela Mbela à la CEEAC, est soupçonné de faire cavalier seul au moment où les tractations sont menées pour l'élection à la Présidence du Groupe de la BAD. Au lieu de soutenir le ticket Abbas Mahamat Tolli, dans certains milieux proches du pouvoir au Cameroun, l'on apprend que l'élu est plutôt Albert G. Zeufack, un économiste camerounais. Ce dernier, cadre supérieur de la Banque mondiale qui officie actuellement comme directeur pays de l'institution financière de Bretton Woods pour l'Angola, le Burundi,

la République démocratique du Congo et Sao Tomé et Principe mène une campagne médiatique intense depuis quelques semaines. D'ailleurs, l'intéressé après s'être fendu d'une chronique dans un journal de la place, [malheureusement relayée dans notre dernière édition] a été aperçu dans plusieurs médias locaux où il a critiqué verbalement la politique menée à la BAD depuis 10 ans.

Pourquoi les actionnaires non régionaux veulent contrôler la BAD

Depuis que le Président Adesina avait été disculpé de 16 chefs d'accusations par un comité d'éthique, les auteurs du "putsch" contre lui ont été très vite identifiés. Ce sont tous ceux qui étaient mécontents

de sa politique offensive pour restituer à la BAD sa véritable mission de financement des économies en Afrique. Depuis lors, ils n'ont pas ménagé de critiques à son endroit. C'est le cas de David Malpass, ancien dirigeant de la Banque mondiale qui avait accusé et ce sans preuve le Président Adesina de favoriser des prêts de sommes importantes à certains Etats sans un programme solide pour les soutenir et les faire progresser. Dernièrement, c'est un fonctionnaire du Trésor américain, second actionnaire de la BAD après le Nigeria, qui avait contesté le travail du comité d'éthique qui avait disculpé le Président Adesina visé par une procédure de destitution. Pour les américains, l'urgence d'une réforme globale de l'institution financière africaine est nécessaire.

C'est pourquoi les États-Unis et le royaume Uni sont soupçonnés d'être derrière le lobbying qui est mené pour saborder les campagnes de certains candidats. C'est le cas de Abbas Mahamat Tolli dont le projet de programme est basé sur l'implémentation d'une structure de gouvernance transparente et responsable à tous les niveaux inquiète les occidentaux. Il n'a pas la réputation d'être malléable et le pragmatisme de son management et de sa gouvernance font de lui un danger pour la préservation des acquis des prédateurs de l'Afrique. Du coup, cela explique

le lobbying de la Banque mondiale auprès de certaines autorités camerounaises dont le retournement de veste est un déni du respect de la parole donnée et un refus de l'entente communautaire.

L'Afrique du sud joue le jeu de la Banque mondiale et s'attire le courroux de la SADC

Si le Cameroun joue au chat et à la souris pour l'instant, ce n'est pas le cas de l'Afrique du Sud où la candidature de Mme Bajabulile Swasi Tshabalala, ancienne vice-présidente de la BAD, a été retenue pour la succession du Président Adesina, alors que la SADC (Southern African Development Community) la communauté de développement de l'Afrique australe, l'équivalent de la Cemac, avait voté à l'unanimité pour la candidature du zambien Samuel Munsze Maimbo. Situation qui a entraîné le courroux de Lusaka qui n'a pas hésité à rappeler son ambassadeur à Pretoria en consultation.

Des faits qui illustrent le travail de sape mené par tous les actionnaires non régionaux qui fragilise la BAD à un moment délicat où les économies africaines sont menacées par une dette croissante, une inflation élevée, la dépréciation de la monnaie et une croissance mondiale atone.

Henry Paul Diabaté Manden

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'Italie forme les professionnels de santé en zone de conflit

Pour faire face aux défis sanitaires des régions en crise et répondre aux besoins critiques en Somalie, au Cameroun et en Éthiopie, l'Italie s'engage dans une initiative de formation ciblée des professionnels de santé en Afrique.

Ce programme, baptisé Integrated Transcultural Educational Synergy in Health Sciences (ITESHS), a été lancé par l'Université médicale internationale Uni Camillus de Rome, en partenariat avec d'autres universités italiennes. Il vise à combler les lacunes cliniques et psychologiques dans des contextes de guerre ou d'insécurité, touchant la Somalie, le Cameroun et l'Éthiopie.

Le projet ITESHS va établir des formations spécialisées, telles qu'un programme de 3e cycle en orthopédie et une Licence en physiothérapie à l'Université de Mogadiscio en Somalie, un pays où



les conflits armés ont laissé de nombreuses personnes souffrant de graves blessures physiques nécessitant des soins orthopédiques et de réadaptation. Pour assurer un enseignement pratique adapté, les étudiants somaliens auront également l'opportunité de réaliser des stages en Italie.

Au Cameroun, c'est l'Université de Foggia qui collaborera avec

le Hanseatic Institute of Technology and Applied Sciences de Douala pour mettre en place une Licence en soins infirmiers, augmentant ainsi la main-d'œuvre qualifiée dans un domaine crucial pour les soins de première ligne. En Éthiopie, un programme de mobilité entre l'Université degli Studi "Gabriele d'Annunzio" et l'Université d'Addis-Abeba vise

à promouvoir les échanges d'étudiants et d'enseignants, notamment dans la formation en psychologie.

Outre le renforcement des capacités médicales, l'initiative vise à promouvoir une amélioration durable des conditions de santé dans les communautés locales. En formant du personnel de santé qualifié, ce projet contribue non seulement à une réponse immédiate aux besoins des populations affectées par les conflits, mais aussi à une réduction des coûts liés aux soins à l'étranger et à la dépendance envers les aides internationales. En soutenant une main-d'œuvre spécialisée et locale, ce projet vise à stabiliser le système de santé et à encourager un développement économique par la création d'emplois durables dans ces régions.

Ce partenariat Italie-Afrique démontre la valeur de la coopération internationale dans des sec-

teurs où les besoins sont criants. Inspirant d'autres domaines, il pourrait aussi encourager le développement de programmes similaires dans l'agriculture, l'ingénierie ou encore l'enseignement technologique dans ces zones fragiles. En augmentant les opportunités éducatives et professionnelles, l'Italie et les pays bénéficiaires posent les fondations d'un développement plus résilient face aux crises.

En soutenant la formation spécialisée en santé en Somalie, au Cameroun et en Éthiopie, l'Italie initie un modèle de coopération et de développement durable à long terme. En renforçant les compétences locales, cette initiative contribue non seulement à la réponse immédiate des besoins de soins en zones de conflit, mais elle soutient aussi l'autonomie et la stabilité économiques de ces pays.

Yveline M. Douala

ABIDJAN, CARREFOUR DES ACTEURS DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

Le SIREXE 2024 réunit l'élite des industries extractives et énergétiques

Abidjan s'apprête à accueillir la première édition du Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE) du 27 novembre au 2 décembre 2024.

Cette rencontre réunira une quinzaine de délégations officielles, incluant des ministres et des hauts responsables de pays africains, de l'Algérie à l'Afrique du Sud en passant par le Botswana, ainsi que du Sénégal et de la Norvège, qui parraine l'événement.

La Côte d'Ivoire, hôte de cet événement stratégique, a su mobiliser des représentants de haut niveau de plusieurs pays africains aux côtés de la Norvège. Birame Souléye Diop, Ministre sénégalais de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, ainsi que d'autres homologues venus de l'Afrique centrale, australe et du nord, seront présents pour échanger sur les perspectives du secteur extractif.

En Afrique de l'Ouest, des délégations du Sénégal, du Togo, du Bénin et de la Guinée se joindront aux officiels ivoiriens pour discuter des synergies et des opportunités du secteur énergétique, alors que d'autres pays, notamment le Congo, le Gabon et l'Angola, représentés par leurs ministres respectifs, renforceront la voix de l'Afrique centrale.

Sous le thème « Développement durable des industries extractives et énergétiques :



quelles politiques et stratégies ? », le SIREXE vise à approfondir la réflexion sur l'utilisation des ressources de manière durable. Le Premier ministre ivoirien, Robert Beugré Mambé, rappelle que cet événement est bien plus qu'un salon : « Le SIREXE est une plateforme d'échanges Nord-Sud et Sud-Sud qui réunit investisseurs, gouvernements et experts pour forger des partenariats stratégiques et explorer des technologies innovantes. »

Cette initiative reflète l'ambition de la Côte d'Ivoire de transformer ses ressources naturelles en un pilier de croissance économique. L'augmentation significative de la production minière et les récentes découvertes pétrolières, notamment dans les champs Baleine et Calao, placent la Côte d'Ivoire parmi les acteurs majeurs du secteur extractif en Afrique de

l'Ouest.

L'invitation lancée par la Côte d'Ivoire aux différents pays et investisseurs pourrait permettre de forger des collaborations qui renforceront l'industrie énergétique et minière du continent. La présence de Terje Aasland, ministre norvégien de l'Énergie, témoigne de l'engagement international pour soutenir le développement durable des industries extractives en Afrique.

Avec ce salon, la Côte d'Ivoire ambitionne non seulement de renforcer son propre secteur extractif, mais aussi de favoriser les partenariats stratégiques qui pourront conduire à des innovations, des investissements et une coopération accrue entre les pays africains et leurs partenaires internationaux.

Dagoro Etroukan

DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

Le Tchad mise sur la dorsale transsaharienne à fibre optique

Pour renforcer son infrastructure numérique, le Tchad investit dans la dorsale transsaharienne à fibre optique, une infrastructure cruciale pour améliorer sa connectivité et réduire sa dépendance aux réseaux d'autres pays.

Soutenu par l'Union européenne (UE) et la Banque africaine de développement (BAD), le projet progresse et devrait se finaliser d'ici début 2025. En visitant les sites de N'Djamena le 24 octobre, les représentants de ces institutions et Boukar Michel, ministre tchadien des Télécommunications, ont constaté que seuls 100 kilomètres restaient à installer pour achever la composante tchadienne de cette dorsale.

Le projet de fibre optique transsaharienne consiste en un tronçon de 559 km reliant le Tchad à la frontière nigérienne, ainsi qu'un réseau de 50 km autour de la capitale. Ce réseau permettra de stabiliser la connexion Internet du pays, souvent affectée par des interruptions dues aux infrastructures limitées du Cameroun et du Soudan, actuellement ses principales sources d'accès à Internet. Le coût total du projet



est estimé à 20,5 milliards de francs CFA (33,9 millions USD), financé par l'UE et la BAD, avec une contribution de l'État tchadien de 1,6 milliard FCFA.

En reliant le Tchad au Niger, ce projet ouvre au pays un accès potentiel aux points d'atterrissage sous-marins des pays côtiers voisins (Bénin, Nigeria, Algérie), permettant de se connecter à des câbles internationaux et d'accroître la qualité et la stabilité de son réseau. Cette interconnexion réduit aussi le risque de rupture de service, rendant le pays moins vulnérable

aux aléas externes.

Pour le Tchad, cet investissement dans la fibre optique représente bien plus qu'une amélioration technique. Une connectivité accrue stimule l'économie numérique, favorise la création d'emplois et améliore l'accès aux services publics. Le développement d'un réseau de télécommunications fiable est essentiel pour attirer les investissements étrangers et dynamiser les secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation et la santé.

La fibre optique constitue ainsi un socle pour la moder-

nisation des services publics, mais aussi pour une meilleure inclusion numérique de la population.

Initialement lancé en 2020, le projet a connu des retards, poussant le gouvernement tchadien à relancer les travaux en 2023. En mai, Boukar Michel avait même évoqué des « décisions drastiques » si les progrès restaient insuffisants. Mais aujourd'hui, la BAD et l'UE se montrent satisfaites des avancées, témoignant des efforts pour achever ce réseau stratégique.

L'achèvement de cette dorsale à fibre optique est crucial pour le Tchad, qui peut ainsi se positionner dans l'économie numérique mondiale. Ce projet souligne l'importance de l'infrastructure numérique pour l'autonomie économique et la résilience d'un pays enclavé comme le Tchad. En offrant une connectivité accrue et en réduisant les dépendances externes, la dorsale transsaharienne constitue un levier de transformation pour le pays, renforçant sa capacité à s'intégrer dans l'économie globale.

DE

GABON / ENERGIE

BW Energy acteur clé dans le secteur pétrolier

Dans un contexte mondial où la demande en énergie continue de croître, BW Energy s'affirme comme un acteur clé dans le secteur pétrolier gabonais.



L'entreprise vise une production de 40 000 barils par jour sur son site de Dussafu, un objectif qu'elle s'efforce d'atteindre depuis le début de l'année à travers une ambitieuse campagne de forage.

Récemment, BW Energy a terminé sa campagne de forage dans le périmètre pétrolier de Dussafu, une information confirmée par son partenaire Panoro Energy le 22 octobre. Cette campagne a été marquée par le succès du puits de développement DHIBM-7H, qui a permis d'ajouter environ 23,1 millions de barils de réserves brutes exploitables à Dussafu. La campagne a également engendré la découverte de deux nouveaux puits, renforçant ainsi le potentiel économique de cette zone stratégique.

Suite à ces succès, John Hamilton, le PDG de Panoro, a souligné l'importance de la prochaine étape : la transition vers des systèmes de pompe submersible électrique conventionnelle (ESP) pour tous les nouveaux puits. Cette optimisation technologique vise à augmenter l'efficacité de l'extraction et à rétablir la production des trois puits actuellement hors service. Les parties prenantes estiment que ces efforts permettront d'atteindre le plateau de production de 40 000 barils par jour d'ici la fin de l'année, une ambition réaliste étant donné qu'une production de 27 465 barils par jour a été enregistrée au troisième trimestre.

Avec une vue tournée vers l'avenir, BW Energy et Panoro prévoient de forer au prospect Bourdon début 2025. Selon les estimations, ce site pourrait receler un potentiel pétrolier de 83 millions de barils, avec un objectif de récupérer environ 30 millions de barils. Cette expansion potentielle souligne l'engagement continu de BW Energy à accroître sa production et à explorer de nouveaux gisements au Gabon.

L'atteinte de l'objectif de 40 000 barils par jour pourrait non seulement renforcer la position de BW Energy sur le marché, mais aussi avoir un impact significatif sur l'économie gabonaise. En créant des emplois et en générant des revenus pour le gouvernement, cette augmentation de la production pourrait contribuer à la durabilité économique du pays. Cependant, il est essentiel que BW Energy continue à opérer dans le respect des normes environnementales pour minimiser les impacts écologiques de ses activités.

Avec des résultats encourageants de sa campagne de forage et des ambitions claires pour l'avenir, BW Energy est sur la bonne voie pour devenir un acteur majeur de l'industrie pétrolière gabonaise. Sa capacité à atteindre ses objectifs de production pourrait marquer un tournant dans le développement du secteur énergétique du pays, tout en répondant aux défis économiques et environnementaux actuels.

PORT DE KRIBI

70 milliards de FCFA pour moderniser le Terminal à conteneurs

Le 14 octobre 2024, Kribi Conteneurs Terminal (KCT) a accueilli un nouveau navire transportant des équipements de manutention portuaire. Ce matériel inclut 13 portiques de parc (RTG), 2 chariots porte-conteneurs (Reach Stackers), et 3 porte-conteneurs vides (Empty Handlers)

Kribi Conteneurs Terminal (KCT), poursuit son processus de modernisation. Pour exploiter le second terminal à conteneurs du port autonome de Kribi, situé dans la région du Sud du Cameroun, le concessionnaire prévoit de gros moyens. Selon l'entreprise, l'exploitation du nouveau terminal du PAK d'une longueur de quai de 715 mètres (deux fois plus long que le premier), pour une superficie de 33 hectares, nécessite un investissement global de 70 milliards de FCFA.

Cette enveloppe va servir à l'acquisition de nouveaux équipements et infrastructures. Dans un communiqué officiel rendu public le 23 octobre 2024, cette co-entreprise formée par le logisticien Africa Global Logistics (AGL, ancien Bolloré), le Chinois CHEC et l'armateur français CMA CGM, révèle que les équipements réceptionnés le 14 octobre 2024 (13 portiques de parc, deux chariots porte-conteneurs (Reach Stackers), et trois porte-conteneurs vides (Empty



Handlers) totalisent un investissement de 49 milliards de FCFA. Ils viennent s'ajouter à d'autres équipements réceptionnés le 12 septembre dernier, mais dont le montant n'est pas révélé. Avec cet investissement, KCT va renforcer la position de Kribi en tant que hub stratégique pour le commerce régional et international, tout en respectant les normes environnementales.

Situé sur une superficie de 33 hectares, le terminal de Kribi est conçu pour accueillir des navires de grande capacité en provenance d'Asie, du sous-continent indien et d'Europe. Le développement de la phase II dote le terminal de 7 portiques de quai, 25 portiques de parc, 5 Reach Stackers, et d'une flotte de 48 tracteurs portuaires et 58 remorques, entre autres équipements. Cette moderni-

sation permettra à KCT de tripler ses capacités de traitement pour atteindre un million de conteneurs par an.

Le Directeur Général de KCT, David Azra, a souligné que cet investissement, au-delà des infrastructures, crée des opportunités pour l'économie locale et régionale. « La phase II des activités de KCT va créer plus de 300 emplois directs et dynamiser les échanges économiques dans toute la sous-région », a-t-il déclaré. KCT, certifié « Green Terminal », met également l'accent sur le respect des normes environnementales, assurant un développement durable tout en renforçant son rôle de plaque tournante régionale pour le commerce international. Et se positionne comme un acteur clé pour les échanges commerciaux entre le Cameroun, ses voisins de

l'interland comme le Tchad et la République Centrafricaine, et le reste du monde. Ce terminal en eaux profondes, avec une capacité d'accueil de navires de 11 000 EVP (Équivalent Vingt Pieds), se distingue par son ambition de devenir un hub de transbordement pour le Golfe de Guinée, soutenant ainsi la croissance économique du pays et de la région. « Afin de booster l'économie des pays du Golfe de Guinée et de renforcer sa position de hub régional, KCT est engagé aux côtés de l'Etat du Cameroun dans la mise en exploitation de la phase II du terminal à conteneurs, pour renforcer non seulement le service des clients chargeurs et réceptionnaires, mais aussi des armateurs dans les meilleurs délais », confie David Azra, le DG de KCT.

Pour rappel, outre la construction d'un nouveau terminal à conteneurs à exploiter par KCT, comme le premier, la phase II du projet de construction du port en eau profonde de Kribi comprend le prolongement de la digue de protection de 675 mètres, la création de zones d'entreposage sur 33 hectares, ainsi que la construction de terminaux pour l'aluminium et les hydrocarbures. Le coût total de cette phase s'élève à 400 milliards de FCFA. 75% de cette enveloppe est financé par un prêt du banquier chinois Eximbank of China

CB

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les services de MTN perturbés

Le secteur des télécommunications au Cameroun traverse une période difficile avec les récentes perturbations causées par la perte du satellite IS-33e d'Intelsat.

Ce problème, survenu le 21 octobre dernier, a des répercussions non seulement en Namibie, où il a affecté l'opérateur Telecom Namibia, mais également sur l'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroon, augmentant encore les défis que l'entreprise doit relever.

MTN Cameroon a signalé, le 23 octobre, des difficultés de communication dans certaines zones rurales, directement liées à l'incident majeur survenu chez AMN, un opérateur qui s'appuie sur les connexions satellitaires pour assurer le backhaul cellulaire. Cette méthode est cruciale pour relier les tours de télécommunication isolées au réseau principal, permettant ainsi aux utilisateurs d'accéder aux services, même dans les zones où les infrastructures terrestres font défaut.

Les perturbations liées à la perte du satellite d'Intelsat viennent s'ajouter à des problèmes préexistants que rencontre MTN. Au



cours des dernières semaines, l'opérateur a signalé une dégradation significative de son réseau, causée par l'état de l'infrastructure nationale de fibre optique, gérée par l'opérateur historique Camtel. MTN a observé une augmentation de 40 % des interruptions de service depuis le début de l'année, avec une moyenne alarmante de deux coupures par jour.

Cette situation a amené les consommateurs à exprimer leur mécontentement face à la qualité des services de télécommunications, les incitant potentiellement à se tourner vers des alternatives concurrentielles pour une meilleure expérience utilisateur.

MTN Group a récemment annoncé dans ses résultats financiers pour le premier semestre 2024 qu'elle comptait 11,5 millions d'abonnés au Cameroun. Malgré la situation difficile, la directrice générale de MTN Cameroon, MitwaNg'ambi, a précisé que l'entreprise détenait plus de 50 % de part de marché en volume et en valeur. Cependant, la concurrence est vive entre MTN, Camtel, Viettel et Orange, ce dernier revendiquant 12,8 millions de cartes SIM actives, y compris celles destinées aux communications M2M et aux services pour entreprises.

Face à ces défis, AMN a récemment signé un accord avec

Starlink pour mettre en œuvre des solutions de connectivité par satellite sur son réseau en Afrique. Cette initiative vise à offrir une alternative de secours en cas de défaillance des infrastructures existantes. Par ailleurs, Intelsat a également lancé une solution similaire au Nigeria, soulignant l'évolution rapide des stratégies d'adaptation dans le secteur des télécommunications africain.

La perte du satellite IS-33e d'Intelsat a exacerbé une situation déjà critique pour MTN Cameroon, qui fait face à des défis importants liés à la qualité de ses services et aux interruptions de son réseau. Alors que la concurrence sur le marché se renforce, les usagers sont en droit d'attendre une amélioration significative des services des opérateurs. Pour MTN, trouver des solutions durables et innovantes sera essentiel pour maintenir sa position sur le marché et satisfaire une clientèle de plus en plus exigeante. Avec l'émergence de nouvelles options de connectivité, notamment via les satellites, l'avenir des télécommunications au Cameroun pourrait toutefois offrir de nouvelles perspectives.

Dagoro Etroukan

IMMIGRATION AU CANADA

La deuxième plus importante communauté est camerounaise

Le chiffre révélé par Haut-Commissaire du Cameroun fait du pays la deuxième plus grande communauté.



La frénésie autour du voyage au Canada reste d'actualité au pays de Paul Biya. La volonté du Premier ministre Justin Trudeau de réduire le nombre de travailleurs étrangers temporaires qui entrent dans son pays n'y change rien. Dans les grandes métropoles camerounaises jeunes et adultes veulent aller chercher fortune au Canada. Le Premier ministre Justin Trudeau qui avait ouvert les vannes ces dernières années et permis les arrivées massives se rétracte, il estime que l'économie du pays a changé. Le nombre de travailleurs étrangers temporaires au Canada à bas salaire avait plus que quadruplé en sept ans, pour passer de moins de 16 000 en 2016 à plus de 80 000 l'année dernière.

D'où la procédure d'arrêt temporaire annoncée. La campagne autour de la réduction des immigrants canadiens ne décourage guère les camerounais. Ngole Philip Ngwesse le haut-commissaire du Cameroun au Canada, a déclaré dans les colonnes du quotidien gouvernemental que « la communauté camerounaise au Canada serait forte d'environ 50 000 personnes ». Toutefois, ce chiffre pourrait ne pas refléter la réalité exacte, admet le diplomate, car « très peu (de Camerounais) viennent s'inscrire au niveau du Haut-commissariat pour solliciter la carte consulaire ». En l'absence de recensement fiable, il est en effet difficile d'obtenir des chiffres précis sur les Camerounais résidant au Canada.

Dans une émission à grande audience, l'entrepreneur Web, Philippe SIMO attirait déjà l'attention de ses compatriotes sur l'immigration canadienne. « Les diplômes camerounais ne sont pas reconnus au Canada [...] Votre métier et votre expérience au Cameroun ne vont pas trop vous aider là-bas. Vous devez avoir des diplômes canadiens

« Quelqu'un qui gagne 400 000 à 500 000 FCFA par mois au Cameroun, n'a pas besoin d'aller au Canada pour gagner de l'argent »

Il faut dire la vérité aux camerounais. « Quand tu gagnes 1 000 000 Fcfa au Cameroun par mois, tu dépasses beaucoup de personnes au Canada. Ce n'est pas pertinent d'aller au Canada quand on gagne 1 000 000 Fcfa par mois » Un message visiblement prêché au désert au regard du nombre sans cesse croissant des camerounais engagés dans cette aventure.

Les principales zones d'accueil des camerounais au Canada sont les provinces de Québec et de l'Ontario, avec des concentrations à Montréal et Toronto. Des statistiques du gouvernement québécois, mentionnées par Ngole Philip Ngwesse, montrent qu'en 2023, « la France (13,0 %) arrive en tête des pays d'origine des immigrants permanents admis, suivi du Cameroun (11,8 %) ».

Une situation qui inquiète le patronat camerounais. Face à l'hémorragie de travailleurs qualifiés Le Gecam a écrit au ministère en charge des affaires étrangères "pour discuter des mesures potentielles pour atténuer (les) effets" de la migration des travailleurs camerounais, en Septembre 2024.

GAZ NATUREL

Bocom va construire deux centres d'enfutage à Garoua et à Ngaoundéré

Grâce à ces investissements, le marqueteur camerounais va augmenter sa capacité d'enfutage à 11 000 bouteilles par jour au cours de l'année 2025.

L'information remonte au 21 octobre dernier, lors de la visite de Fuh Calistus effectuée à Douala. À en croire le ministre par intérim des mines et du développement technologique (Minmidt) Bocom Petroleum, société camerounaise envisage de doubler sa capacité d'enfutage de gaz par jour. D'après Jean-Louis Fosso, directeur général adjoint de cette entreprise, en charge des produits spécialisés, il est prévu la construction de deux centres d'emplissage de gaz dans les villes de Maroua et Ngaoundéré, situées dans la partie septentrionale



du pays. « Les nouveaux centres emplisseurs en construction à Maroua et Ngaoundéré vont être mis

en production d'ici le premier trimestre 2025 pour enfuter 1 000 bouteilles par jour et par centre »,

a-t-il indiqué.

Avec des centres d'emplissage situés à Douala-Bonabéri (5 000 bouteilles), Yaoundé (1 000 bouteilles) et Bansa (500 bouteilles) dans la région de l'Ouest du pays, la capacité d'enfutage de cette entreprise est évaluée à 6500 bouteilles par jour. L'acquisition par l'entreprise de nouveaux équipements va ainsi permettre de passer de 1000 bouteilles à 2500 bouteilles par jour à Yaoundé et de 500 à 1500 bouteilles par jour à Bansa. Ce qui va permettre d'augmenter sa production globale à 11 000 bouteilles par jour en 2025.

Ces investissements vont permettre de résorber le problème de difficulté d'accès au gaz auquel les populations sont régulièrement

confrontées ces derniers temps. Entre l'année 2000 et 2021, les approvisionnements de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP) pour le marché local en GPL sont passés de 35 000 tonnes à 170 000 tonnes. Pourtant, apprend-on, le pays importe près de 80 % de ce combustible chaque année pour combler les besoins des ménages.

Filiale du groupe Bocom du milliardaire camerounais Dieudonné Bougne, la société Bocom Petroleum S.A repose sur un capital de cinq milliards de FCFA. L'entreprise créée en 2007 entend ainsi se positionner sur le marché camerounais de la distribution du gaz domestique.

Ndoman Kounou Christine

AGRO-INDUSTRIE

Le chiffre d'affaires de Safacam augmente de 15% au premier semestre 2024

La Société africaine forestière et agricole a engrangé un chiffre d'affaires de 15,5 milliards FCFA.

Après une année 2023 sombre, marquée par la chute du chiffre d'affaires de 2,1 milliards de FCFA, celle de 2024 pourrait se terminer sous de bons auspices pour la Safacam. C'est ce que l'on retient du rapport financier semestriel de la société. À en croire ce document, cette société a obtenu 15,5 milliards de FCFA de chiffre d'affaires au cours du premier semestre de l'année 2024. Si l'on s'en tient à ce rapport, ces chiffres ont augmenté de 15% en glissement annuel. Soit 13,5 milliards de FCFA de chiffre d'affaires durant la même période en 2023.

La tendance est la même en ce qui concerne les résultats des activités ordinaires. D'après le document évoqué supra, elles affichent une progression de 103%, environ 4,1 milliards FCFA au premier semestre 2024, contre 2 milliards au cours de l'année précédente.

À en croire la structure, cela s'explique par le « relèvement du prix du caoutchouc sur le marché international qui a bondi de 11%, et par la hausse de 20% de la production des vergers de palmiers industriels et villageois, d'autre part ».

Baisse

Contrairement à ces belles performances,



le second semestre pourrait ne pas être aussi reluisant que le premier. « Le second semestre 2024 sera moins favorable que le premier : concernant le caoutchouc, une incertitude demeure sur l'évolution des prix internationaux qui restent volatils. Et sur le marché de l'huile de palme, la baisse habituelle de la production en fin d'année ne permet jamais d'envisager le même niveau d'activité qu'au cours du premier semestre », fait savoir l'entreprise. Ainsi, le Cameroun est, lui aussi, prisonnier du contexte international actuellement marqué par la guerre russo-ukrainienne. En effet, cette crise qui perdure depuis février 2022, a un impact significatif sur le prix du caoutchouc à l'international. À cela, il faut ajouter les attaques perpétrées en mer Rouge par les rebelles Houtis. Lesquelles attaques contraignent les navires à emprunter des chemins plus longs pour acheminer les marchandises et autres.

Ndoman Kounou Christine

CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE AU CAMEROUN

Harmonisation des tarifs

L'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité (Arsel) prend une mesure de réduction des écarts tarifaires entre compteurs prépayés et postpayés pour une consommation plus juste

Dès le 1er novembre 2024, les tarifs des consommateurs en mode prépayé seront alignés sur la grille tarifaire de 2012, déjà appliquée aux usagers postpayés.

Au Cameroun, les disparités tarifaires entre les utilisateurs de compteurs prépayés et ceux en mode postpayé ont longtemps été sources de débat. Consciente de l'importance d'une consommation énergétique accessible à tous, l'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité (Arsel) a pris une mesure audacieuse pour garantir une tarification plus équitable.

Les nouveaux paliers de consommation

Avec cette réforme, des paliers de consommation ajustés seront introduits : 0-110 kWh, 111-200 kWh, et au-delà de 200 kWh. Ces tranches visent à offrir une transparence accrue et à adapter les coûts aux besoins spécifiques des utilisateurs, tout en limitant les fluctuations imprévues sur les factures d'électricité. Selon une étude d'impact réalisée par Eneo, la principale entreprise de distribution d'électricité au Cameroun, 91,3 % des abonnés prépayés devraient observer une baisse ou une stabilisation de leur facture, tandis que ceux ayant des



consommations élevées pourraient connaître une légère augmentation.

Avantages pour la trésorerie et la viabilité du secteur

Outre l'équité entre consommateurs, cette initiative devrait également bénéficier à la trésorerie d'Eneo. Actuellement, les entités publiques accusent un retard de paiement de 266 milliards de FCFA (environ 438,6 millions USD), compromettant ainsi la capacité d'Eneo à honorer ses obligations et à investir dans le réseau de distribution. En augmentant le prix du kilowattheure pour certains consommateurs prépayés, Eneo espère renforcer ses finances et assurer une prestation de service plus stable et fiable.

Transition progressive et adaptation au profil des consommateurs

Pour accompagner cette réforme, une transition progressive est mise en place par Arsel. Les clients actuels seront intégrés dans les nou-

velles catégories selon leur historique de consommation, tandis que les nouveaux abonnés seront placés dans une catégorie en fonction de leur profil énergétique. Cette flexibilité permet une révision mensuelle des catégories, garantissant un ajustement constant des tarifs aux réalités de consommation et un suivi précis des besoins des usagers.

Une économie énergétique pour tous

L'harmonisation des tarifs de l'électricité représente une avancée significative vers une consommation plus équitable au Cameroun. En rétablissant l'équité entre les types de consommateurs, l'Arsel renforce la transparence du secteur et permet à chacun d'accéder à l'énergie dans des conditions justes. Cette mesure marque un tournant dans le secteur énergétique camerounais et pourrait bien servir de modèle pour d'autres réformes axées sur l'équité et la durabilité dans les services publics.

Yveline M. Douala

GABON

UBA se lance dans la bancassurance en partenariat avec NSIA

Le marché des assurances, en pleine expansion au Gabon, affiche une croissance à deux chiffres depuis plusieurs années. Pour les banques, qui bénéficient d'un taux de pénétration d'environ 30% (taux de bancarisation), bien supérieur au 1,12% des produits assurantiels, cette dynamique représente une opportunité stratégique.



UBA Gabon, filiale du groupe bancaire nigérian éponyme, a lancé le jeudi 24 octobre à Libreville, son offre de bancassurance en partenariat avec les filiales vie et non-vie de NSIA au Gabon, compagnies du groupe ivoirien NSIA, présent dans 12 pays d'Afrique. L'objectif de la banque, à travers ce partenariat, est d'offrir à ses clients des produits d'assurance vie et non-vie dans ses agences de Libreville et Port-Gentil. UBA, qui a débuté ses activités en 2009 au Gabon, compte aujourd'hui environ 10 agences dans ces deux principales villes du pays.

La banque nigériane s'appuiera sur sa clientèle locale pour distribuer les produits de NSIA Assurances sur un marché gabonais de l'assurance où le faible taux de pénétration laisse présager de fortes marges de progression. En témoignent les croissances soutenues observées ces dernières années, avec une hausse de 11% en 2022 pour atteindre 114 milliards FCFA (188 millions \$), suivie d'une progression de 20% en 2023 à 134 milliards FCFA. Cette dynamique s'est poursuivie en 2024, avec une progression de 84,8% au deuxième trimestre.

« Grâce à ce partenariat, les clients d'UBA pourront désormais accéder à des solutions d'assurance complètes et adaptées, directement dans leur banque, facilitant ainsi la gestion de leurs finances personnelles et la protection de leurs biens », a déclaré l'institution de financement.

Cette collaboration renforce la stratégie de diversification de l'offre bancaire de UBA, tout en permettant à NSIA de bénéficier du réseau de distribution de UBA Gabon pour ses solutions d'assurance. Cela intervient dans un contexte où la banque nigériane cherche à accroître ses performances sur le marché gabonais, actuellement largement dominé par BGFIBank, selon les données de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).

UBA Gabon, qui ne détient qu'une faible part de marché au Gabon en termes de dépôts, rejoint ainsi la liste des banques qui proposent déjà des services de bancassurance dans le pays. BGFIBank, via sa filiale Assinco, et Orabank Gabon, en partenariat avec Sanlam Assurances, ont précédé la banque de Tony Elumelu dans ce domaine.

Emmanuel Um

FONDATION BGFI BANK

Conférences budgétaires 2024

La Fondation BGFI Bank a annoncé des ambitions renforcées dans le secteur de l'éducation et de la formation à l'issue des conférences budgétaires 2024, tenues du 14 au 18 octobre à Libreville, au Gabon.

Cet engagement marque une étape importante pour le Groupe, qui comprend 21 filiales réparties dans 12 pays.

Henri-Claude Oyima, Président directeur général, a présidé ces assises annuelles, qui constituent une plateforme stratégique pour définir les ambitions et explorer les perspectives de croissance à venir. Selon Manying Garandeau, secrétaire exécutive de la Fondation, l'objectif pour 2025 est clair : « élargir la portée de nos initiatives en ciblant des projets à grande échelle dans nos domaines clés



que sont l'éducation et la formation ». Elle a également précisé que des mécanismes de suivi seront instaurés pour garantir des résultats concrets, alignés sur les besoins des communautés et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans un environnement de tra-

vail collaboratif, Henri-Claude Oyima a souligné l'importance des échanges qui ont eu lieu durant la conférence, affirmant que ceux-ci seraient porteurs d'idées novatrices et de solutions pratiques pour propulser BGFI Bank vers de nouveaux sommets. « 2025, dernière étape de notre plan d'en-

treprise « Dynamique 2025 », sera une année d'excellence pour toutes nos parties prenantes », a-t-il insisté.

Les conférences ont également été marquées par des présentations des résultats du Groupe au 31 décembre 2023, ainsi que des réflexions sur les futurs développements de l'entreprise. Des ateliers interactifs et des débats ont permis aux cadres dirigeants d'échanger sur les meilleures pratiques et les opportunités à saisir dans un contexte économique en constante évolution.

Avec ces engagements renforcés, la Fondation BGFI Bank se positionne comme un acteur essentiel dans le développement de l'éducation et de la formation, contribuant ainsi à un avenir plus prometteur pour les communautés qu'elle sert.

LEADERSHIP

Chanas Assurances a une nouvelle équipe dirigeante

Chanas Assurances, un acteur clé du secteur des assurances au Cameroun, marque un tournant stratégique en désignant Igor Emmanuel Soya Bissaya comme président du Conseil d'administration et Henri Théodore Bayouak comme directeur général, le 17 octobre 2024 à Douala.

Ces nominations font partie d'un vaste processus de transformation visant à reconquérir le marché de l'assurance au Cameroun, où la société ambitionne de reprendre sa place de leader.

Igor Emmanuel Soya Bissaya, qui succède à Claudine Manga, ancienne présidente du Conseil, a une expérience notable au sein de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), où il était administrateur. Son expertise en gestion d'entreprise, principalement en lien avec l'actionnaire majoritaire, renforce la gouvernance de Chanas Assurances à un moment crucial.



Henri Théodore Bayouak, récemment nommé directeur général, apporte une solide expérience de 27 ans dans le domaine de l'assurance. Actuaire de formation, il a précédemment occupé le poste de directeur général adjoint de Chanas Assurances depuis 2019 et a été senior manager au groupe Activa. Sa formation en mathématiques appliquées aux finances et aux assurances, obtenue à l'Université polytechnique de

Berlin, ajoute une dimension technique précieuse à son profil.

Chanas Assurances a connu des moments difficiles au cours des dernières années, mais les changements récents visent à redresser la situation. En 2022, la création de Chanas Assurances Vie S.A. a marqué une étape significative dans la diversification de ses activités. De plus, l'injection de 2,3 milliards de FCFA par la SNH en 2020 témoigne de l'engagement

à renforcer le capital de l'entreprise, qui stagnait depuis plusieurs années.

Le nouveau duo à la tête de Chanas Assurances a la lourde tâche de naviguer dans un environnement concurrentiel tout en capitalisant sur les atouts de la société. En concentrant leurs efforts sur l'amélioration des offres de services et le développement de nouveaux produits, ils espèrent redorer le blason de la compagnie et redynamiser son positionnement sur le marché.

Avec des ambitions retrouvées, Chanas Assurances est déterminée à devenir le partenaire privilégié des particuliers et des entreprises, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles parts de marché et à une renaissance tant attendue pour cette institution. Le chemin vers le leadership est pavé de défis, mais les nouvelles recrues semblent prêtes à relever ce défi avec dynamisme et détermination.

Bougna Etroukan Z. R.

INCLUSION FINANCIÈRE

Le partenariat Orange Money et Mastercard

Pour des millions de personnes non bancarisées, ce partenariat représente une opportunité de s'intégrer au réseau économique mondial.

L'inclusion financière en Afrique subsaharienne est l'un des enjeux majeurs de la région, où moins de 50 % des adultes disposent d'un accès aux services bancaires formels, selon le rapport « African Digital Banking Transformation Report 2023 ». Face à ce constat, Mastercard et Orange Middle East and Africa (OMEA) viennent d'annoncer une collaboration stratégique pour amé-

liorer cet accès. En s'associant à Orange Money, le service de mobile money d'Orange, Mastercard permet désormais à des millions de personnes de payer en ligne et en magasin avec une carte de débit virtuelle ou physique liée à leur portefeuille Orange Money.

Ce partenariat entre Mastercard et Orange Money sera initialement lancé dans sept pays africains, dont le Cameroun, la République centrafricaine et le Sénégal, avec une extension prévue à 17 filiales d'Orange en Afrique et au Moyen-Orient. En obtenant instantanément

une carte Mastercard liée à leur portefeuille, les utilisateurs pourront réaliser des transactions sécurisées localement et à l'international.

Selon Amnah Ajmal, vice-présidente exécutive du développement du marché pour Mastercard EEMEA, cette collaboration « permet aux utilisateurs de participer directement à l'économie mondiale en facilitant leurs transactions numériques ». Les cartes Mastercard, accessibles via l'application Max it d'Orange, devraient par ailleurs favoriser le développement des petites et moyennes entreprises (PME) afri-

caines en élargissant leur clientèle potentielle et en garantissant une sécurité accrue pour les transactions.

Le développement de solutions sur mesure, comme la carte de débit Mastercard accessible via Orange Money, fait écho à l'ambition d'Orange de promouvoir l'indépendance financière de ses utilisateurs. Pour Aminata Kane, PDG d'Orange Money Moyen-Orient et Afrique, cette initiative « ouvre de nouvelles possibilités et renforce l'autonomie financière des utilisateurs ».

Emmanuel Um

VERS UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE AU CAMEROUN

Lancement de la feuille de route nationale

Un pas stratégique vers un développement durable du Cameroun, qui a récemment marqué une avancée significative dans sa quête pour un développement socioéconomique durable.

L'atelier de lancement s'est tenu le 22 octobre 2024 à Yaoundé au Mont Féré, sous la présidence de Paul Tasong, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Cet événement a réuni divers acteurs, dont des responsables de la Banque Africaine de Développement, des représentants des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de transformation structurelle et de diversification de l'économie camerounaise, tout en se consacrant à la préservation de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques. La feuille de route nationale sur l'économie circulaire, conçue de manière inclusive et participative,



servira de cadre de référence pour toutes les interventions relatives à la circularité au Cameroun. Elle se conforme à la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, visant à établir une stratégie nationale de gestion des déchets d'ici 2030.

L'atelier, qui s'est tenu au Mont Féré de Yaoundé, a permis aux participants de prendre connaissance des orientations stratégiques du projet et d'évaluer sa méthodologie ainsi que son calendrier. L'objectif est de créer une feuille de route qui

réponde effectivement aux aspirations sociétales du pays.

La feuille de route est perçue comme un outil essentiel pour intégrer la circularité dans le développement national. Elle doit également améliorer les infrastructures de gestion des déchets, faciliter la collaboration entre les parties prenantes, et orienter l'identification des opportunités d'investissement tout en mobilisant des financements en faveur des initiatives circulaires.

Lors de l'atelier, Paul Tasong a

souligné que le modèle économique linéaire actuellement prédominant accentue la pression sur les ressources naturelles et génère des déchets variés. À l'horizon 2060, l'Afrique pourrait compter jusqu'à 2,8 milliards de consommateurs, alors que moins de 10% de l'économie mondiale opère sous un modèle circulaire. Une action proactive est donc essentielle pour éviter une augmentation alarmante du volume de déchets et ses impacts néfastes sur l'environnement et le climat.

En se fondant sur l'organisation des premières Assises nationales sur les déchets en 2016, le Cameroun a démontré sa volonté de changer de paradigme économique en adoptant les principes de l'économie circulaire. Cette initiative vise à surmonter les obstacles tels que les politiques publiques inadéquates et les lacunes juridiques, tout en mobilisant le secteur privé et les acteurs concernés pour encourager la circularité dans des secteurs à forte valeur ajoutée. Faisant du Cameroun l'un des cinq pays africains sélectionnés pour bénéficier de l'initiative

tionnés pour bénéficier de l'initiative pilote dédiée à l'élaboration de feuilles de route nationales sur l'économie circulaire.

Cette feuille de route n'est pas qu'un simple document de politique ; elle représente un tournant décisif vers la croissance verte pour le Cameroun, dans un contexte où l'Afrique doit faire face à la triple crise mondiale de la perte de biodiversité, de la pollution et du changement climatique. En transformant les défis liés à ces crises en opportunités économiques, le Cameroun ouvre la voie à une nouvelle ère de développement durable, tout en préservant les ressources pour les générations futures.

Le Cameroun se positionne ainsi comme un acteur clé dans la transition vers une économie circulaire en Afrique, s'engageant résolument sur la voie d'une prospérité inclusive et durable, engagement stratégique pour un développement durable qui transforme défis environnementaux en opportunités économiques.

Emmanuel Um

ECONOMIES PÉTROLIÈRES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Réduire la dépendance pétrolière pour un développement économique durable

La dépendance aux hydrocarbures expose les économies pétrolières d'Afrique subsaharienne à de fortes vulnérabilités, particulièrement face aux fluctuations des prix mondiaux et à l'épuisement progressif des ressources naturelles.

Le rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié le vendredi 25 octobre suggère dans ses conclusions, que les pays pétroliers d'Afrique subsaharienne doivent prendre des mesures pour diversifier leurs économies, améliorer l'environnement des affaires et augmenter les investissements dans les infrastructures, au risque de se retrouver à la traîne en comparaison aux autres Etats du continent.

S'appuyant sur les perspectives économiques dans la région, ce rapport met en garde : « sans diversification économique, ces pays risquent la stagnation ». Cette situation appelle à des mesures concrètes pour assurer une croissance inclusive et durable. En somme, l'inaction face aux défis économiques actuels n'est pas une option viable pour les pays d'Afrique subsaharienne. Les recommandations du FMI, mais aussi de la BAD soulignent l'importance d'une approche proactive, intégrant des politiques monétaires judicieuses, une diversification économique, et des investissements dans les infrastructures. Seule une action résolue et coordonnée permettra de surmonter les vulnérabilités actuelles et de favoriser une croissance durable à long terme dans la région.

Une dépendance coûteuse : les limites de la rente pétro-



lière

Les économies pétrolières de la région, comme le Nigeria, l'Angola et le Gabon, ont connu des périodes de croissance économique rapide grâce aux exportations de pétrole. Cependant, cette rente est de plus en plus fragile. Les déficits en infrastructures, les conflits, et les contraintes de financement ont compromis la croissance durable, maintenant ces pays à des taux inférieurs à la moyenne régionale. Cette dépendance expose les pays à des cycles de boom et de récession, et laisse leurs économies vulnérables aux chocs extérieurs, notamment la baisse des prix du pétrole.

Diversification : un impératif pour l'avenir économique

Pour surmonter cette dépendance, les pays d'Afrique subsaharienne doivent investir dans des secteurs non liés aux hydrocarbures, comme l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. Une diversification économique permettrait de créer des emplois, de réduire la pauvreté et d'augmenter la résilience face aux fluctuations des prix des matières premières. Le développement de

chaînes de valeur locales, notamment dans les secteurs agricoles et industriels, pourrait transformer ces économies en augmentant la valeur ajoutée nationale.

Améliorer l'environnement des affaires : catalyseur de la transformation économique

Un climat des affaires favorable est essentiel pour attirer les investissements dans les secteurs non pétroliers. Les pays doivent renforcer les politiques d'investissement, simplifier les procédures administratives, et offrir un cadre réglementaire transparent. Ces mesures attireront des investisseurs locaux et étrangers dans les secteurs émergents, encourageant ainsi la croissance économique diversifiée et réduisant la dépendance aux revenus pétroliers.

Investir dans les infrastructures et les énergies renouvelables

La Banque africaine de développement (BAD) renforce ce message en appelant à une diversification accrue et à des investissements dans les infrastructures. Les infrastructures

jouent également un rôle clé dans la productivité. Des routes, des ports et des systèmes énergétiques fiables sont essentiels pour soutenir le commerce et l'industrie. Une meilleure infrastructure permettrait non seulement de réduire les coûts de production, mais aussi d'améliorer l'accès aux marchés pour les producteurs locaux.

Les infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports et de la technologie, sont essentielles pour stimuler la productivité et diversifier l'économie. La transition vers les énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien, permettrait aux pays pétroliers de la région de réduire leur dépendance aux hydrocarbures tout en répondant aux besoins énergétiques croissants. Cette stratégie permettrait également de générer des revenus supplémentaires tout en contribuant aux objectifs climatiques mondiaux.

Promouvoir le capital humain pour une croissance durable

Le développement des compétences et de la formation professionnelle dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, et les services numériques est également fondamental pour réduire la dépendance aux hydrocarbures. Investir dans le capital humain augmentera la productivité et encouragera la création de nouvelles entreprises locales. Les pays pourraient ainsi capter une part plus importante de la croissance mondiale et augmenter leurs revenus internes.

Les économies pétrolières d'Afrique subsaharienne doivent

s'engager de manière résolue vers une diversification économique pour garantir leur résilience et leur prospérité. En investissant dans des secteurs porteurs, en améliorant l'environnement des affaires et en renforçant leurs infrastructures, ces pays pourront se préparer à un avenir moins dépendant des ressources naturelles, favorisant ainsi un développement économique inclusif et durable.

Emmanuel Um

La Lettre Sarl

- Société spécialisée dans la communication des marchés des capitaux
(Appels publics à l'épargne, émission des bons de trésor, etc.)
- Edition des journaux (La Lettre de la Bourse et Kaso'o)

Directeur Général
Salomon Douala Epale

La Lettre de la BOURSE

Journal de l'Économie et de la Finance
Tél. : (237) 696.49.24.40
E-mail : lalettre@lettre-bourse.com

Directeur de la Publication
Salomon Douala Epale
Tél. (237) 223.41.12.57
- 677.53.20.32
E-mail : salomondoualepale@gmail.com

Direction Administrative et Financière
Hugo Bougna

Conseiller à la Rédaction
Dr. Jérémie Toko
Bruno Bekima

Rédacteur en Chef
Salomon Douala Epale

Secrétaire de rédaction
Emmanuel Um

Rédaction Centrale
S. Douala Epale
Bougna Etoukan Z. R.
Dagoro Etoukan
Yveline M. Douala

Desk Yaoundé
Coordonnateur
Francisca Ewandjé E.
(237) 677.60.47.58
Philippe Baba
(237) 696.97.32.17

Gabon
Isaac Makanga
Tél. +235 66 30 73 75

Tchad
Merville Fils
Tél. +235 66 30 73 75

Service commercial et marketing
Dieudonné Seh
(237) 696 04 51 50

Infographie
Ingénieur Joseph Moussi
(237) 674.06.64.24
(237) 698.52.32.11
E-mail : joemoussi@gmail.com

Impression
JV Graf, Yaoundé

Distribution
Cameroun
Fedipress

Gabon
Sogapresse

Tchad
Hisseine Mersile Atti
Mahamat

INDUSTRIE DU TOURISME

Le potentiel de Bimbia

À quelques kilomètres de la ville côtière de Limbé, dans le sud-ouest du Cameroun, se trouve un lieu chargé d'histoire et de mémoire : le site de Bimbia.

Ancien port négrier de la traite trans-atlantique des esclaves, Bimbia est un témoignage poignant du passé tragique de l'Afrique. Ce site méconnu mérite d'être mis en lumière, tant pour son importance historique que pour son potentiel en tant que destination touristique.

Si les ports de Gorée au Sénégal et d'Ouidah au Bénin sont mondialement connus pour leur rôle dans la traite négrière, Bimbia demeure dans l'ombre. Pourtant, ce lieu fut un point central de départ pour des milliers d'Africains déportés de force vers les Amériques aux 17^e et 18^e siècles. Les peuples locaux, notamment les Douala et les Bakweri, ont été impliqués dans ce commerce inhumain, capturant ou échangeant des esclaves avec les marchands européens. Ce passé tragique, bien que difficile à affronter, est essentiel à la compréhension de l'histoire africaine et des conséquences de la traite négrière.

Sur le site, les vestiges des anciens marchés aux esclaves, où des hommes, des femmes et des enfants étaient échangés comme des marchandises, témoignent de cette époque tragique. Des chaînes et d'autres artefacts, retrouvés lors de fouilles archéologiques, sont exposés, symboles glaçants du sort réservé aux esclaves capturés. Ces éléments permettent aux visiteurs de plonger dans l'histoire et de prendre



conscience de la dure réalité de la traite des esclaves.

Chaque année, des cérémonies de commémoration sont organisées à Bimbia pour rendre hommage aux millions d'Africains déportés durant la traite transatlantique. Bien que les infrastructures touristiques soient encore en développement, des projets de réhabilitation sont en cours pour préserver le site et le rendre plus accessible aux visiteurs. Les efforts des autorités locales et des ONG visent à protéger ce patrimoine et à en faire un lieu d'apprentissage et de recueillement pour les générations futures.

Le site de Bimbia présente un potentiel énorme pour le développement de l'industrie touristique au Cameroun. En tant

que destination historique, il pourrait attirer des visiteurs en quête d'authenticité et de compréhension des racines de l'Afrique. En intégrant des visites guidées, des expositions interactives et des programmes éducatifs, Bimbia pourrait devenir un pôle d'attraction non seulement pour les touristes locaux, mais aussi pour les visiteurs internationaux intéressés par l'histoire de la traite négrière.

La proximité de Bimbia avec la ville de Limbé, qui offre des plages, un jardin botanique et un zoo, constitue un atout majeur pour le développement touristique de la région. En créant des circuits touristiques qui combinent l'histoire de Bimbia avec les attractions naturelles et culturelles de Limbé, les autorités locales pourraient

dynamiser l'économie régionale. Cela pourrait également encourager le développement d'infrastructures telles que des hôtels, des restaurants et des centres d'interprétation, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la valorisation du patrimoine local.

En plus de sa richesse historique, la région de Bimbia offre une beauté naturelle exceptionnelle, entre forêts tropicales, montagnes verdoyantes et panoramas côtiers. Les visiteurs peuvent profiter d'activités de plein air telles que la randonnée, l'observation des oiseaux et l'exploration de la biodiversité locale. Cette combinaison d'histoire et de nature pourrait faire de Bimbia une destination incontournable pour les amateurs de tourisme culturel et écologique.

Bimbia, avec son histoire poignante et son potentiel touristique, mérite d'être redécouvert et valorisé. En développant ce site historique, le Cameroun peut non seulement préserver sa mémoire collective, mais aussi stimuler son économie locale à travers le tourisme. En investissant dans des infrastructures et des programmes éducatifs, Bimbia peut devenir un lieu de mémoire vivant, attirant des visiteurs du monde entier tout en honorant la mémoire de ceux qui ont souffert pendant la traite négrière. Le développement de l'industrie touristique à Bimbia pourrait ainsi servir de modèle pour d'autres sites historiques en Afrique, alliant préservation de la mémoire et développement économique.

Bougué Etoukan Z. R.



Douala – Cameroun
Le
24 & 25 avril 2025

CEMAC'S CAPITAL MARKET AWARDS

Thème
« Actionnariat populaire en Afrique Centrale: Contours, enjeux et défis »

 24 avril 2025 Colloque international En double format, présentiel et par vidéo-conférence	 24 avril 2025 Exposition des corps de métier	 25 avril 2025 Soirée de remise des Awards
---	---	---

Contacts & Inscriptions: +237 696 49 24 40 / 677 53 20 32 – email: lalettresarl@lettre-bourse.com

Suivez notre actualité sur www.lettre-bourse.com